



Comité Social Ministériel

Le Comité Social Ministériel s'est tenu lundi matin 18 novembre 2024 à Bercy.

En période normale, cette instance est un moment solennel, traitant des perspectives budgétaires au travers de la présentation du Projet de loi de Finances (PLF) pour l'année suivante.

Même si les débats parlementaires sont toujours en cours et que le recours à l'article 49.3 est fortement probable, les grandes lignes portées par le gouvernement sont à l'opposé de ce que nous appelons de nos vœux.

En effet, le projet gouvernemental de budget 2025 accorde la priorité à la réduction des dépenses publiques, sans se donner les moyens pour trouver toutes les recettes avec un objectif de justice fiscale. Ces réductions vont impacter durement les services publics et donc la population.

S'agissant plus spécifiquement du ministère des Finances, malgré les promesses de stabilisation de l'emploi des précédents ministres, c'est à nouveau la douche froide, avec de nouvelles purges à hauteur de plus de 500 emplois.

À ce contexte budgétaire d'austérité, se rajoute la désagréable surprise de voir reprendre de plus belle les attaques contre les fonctionnaires, depuis quelques semaines. Le tout se fait sous la houlette du ministre de la fonction publique, à moins qu'il ne faille désormais parler du ministre contre la fonction publique ...

Le sommet (ou le gouffre) est atteint avec un message de ce dernier, véritable ode d'amour à un milliardaire américain, militant de la destruction de l'État et de toute idée de régulation et qui sera en charge de réduire le budget des administrations fédérales de 30 % lors du prochain mandat présidentiel de Donald Trump.

Ces attaques contre les fonctionnaires, qui reposent sur des mensonges, confondent absentéisme et arrêt maladie. Elles appliquent une politique d'alignement par le bas de l'indemnisation des jours d'arrêt maladie, notamment en augmentant les jours de carence.

Certes, le ministre Saint Martin a rappelé son profond respect pour les fonctionnaires et qu'il défendrait toujours les agent.es de son ministère.

Il n'en demeure pas moins que le gouvernement, par les attaques répétées du ministre de la fonction publique, semble avoir pris fait et cause contre la fonction publique et ceci, nous ne pouvons le tolérer.

En conséquence, les fédérations des Finances SOLIDAIRES, CFDT-CFTC, FO et UNSA-CFE-CGC ont quitté la séance.

Toutes les fédérations des Finances appellent d'ores et déjà à participer massivement à la mobilisation pour la fonction publique prévue le 5 décembre, contre l'augmentation du nombre de jours de carence et la baisse de l'indemnisation des jours d'arrêt maladie, pour une amélioration du pouvoir d'achat et des conditions de travail dans l'intérêt des agentes et agents et pour une fonction publique mieux reconnue et plus attractive.